



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement des Pays-de-la-Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2025 – 0249 du 29 JUL. 2025

OBIET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société LTR INDUSTRIES, à Spay, installations de fabrication de tabac reconstitué
Levée de mise en demeure

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03.2372 du 26 mai 2003 délivré à la société LTR INDUSTRIES pour l'exploitation d'installations de fabrication de tabac reconstitué sur le territoire de la commune de SPAY au lieu-dit Le Grand Plessis ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires réglementant les activités de la société et notamment l'arrêté n°DCPPAT 2019-0137 du 02 juillet 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DCPPAT 2022-0151 en date du 5 mai 2022 mettant en demeure la société LTR INDUSTRIES concernant ses installations de fabrication de tabac reconstitué se situant au lieu-dit « Le Grand Plessis » sur la commune de Spay ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 3 juillet 2025 proposant de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 mai 2022 susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 19 juin 2025, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées a constaté le retour à la conformité réglementaire de l'établissement ;

Considérant que les prescriptions imposées par l'arrêté de mise en demeure susvisé n'ont plus lieu d'être ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

A R R Ê T E

Article 1 : L'arrêté préfectoral n°DCPPAT 2022-0151 du 5 mai 2022 mettant en demeure la société LTR INDUSTRIES est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

– d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;

– d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 : La Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe, le maire de Spay, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Christine TORRES